
Rapport du Président**Proposition de don à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de la contribution 2025-2027 du FIDA au Comité de la sécurité alimentaire mondiale**Numéro du projet: 2000005640

Cote du document: EB 2025/LOT/G.3

Date: 31 octobre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 17.

Questions techniques:**Ronald Hartman**

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: r.hartman@ifad.org**Maija Peltola**

Responsable principale des partenariats

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: m.peltola@ifad.org

Rapport du Président sur une proposition de don à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de la contribution 2025-2027 du FIDA au Comité de la sécurité alimentaire mondiale

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA sur les dons ordinaires

1. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est une priorité essentielle pour les États membres. Cette plateforme inclusive et intergouvernementale est destinée à toutes les parties prenantes qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour tous dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle rassemble des gouvernements, des organisations de la société civile, des organismes des Nations Unies, le secteur privé et des fondations philanthropiques, et elle fonde ses politiques et directives sur des rapports scientifiques étayés par des données probantes. Depuis 2014, le CSA reçoit l'appui régulier des organismes ayant leur siège à Rome. Le présent don lui permettra de poursuivre l'exécution de son mandat, et de s'assurer que ses membres continuent à promouvoir activement la convergence et la cohérence des stratégies portant sur les enjeux mondiaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
2. Le rôle du CSA est largement reconnu dans des initiatives et des forums internationaux tels que les processus du G20 et du G7, l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, pilotée par le Brésil, la Conférence sur les politiques contre la faim, pilotée par l'Allemagne, et le forum politique de haut niveau pour le développement durable. Cette reconnaissance se reflète également dans les documents finaux de ces forums, par exemple, dans la déclaration finale de la réunion des ministres des affaires étrangères et lors du sommet des dirigeants du G7.
3. L'appui et la participation du FIDA au CSA renforcent un large éventail de partenariats et de stratégies, et contribuent en définitive au mandat du FIDA, compte tenu de la nature multipartite de la plateforme. En contribuant au CSA, le FIDA — l'une des rares institutions financières internationales participant à la plateforme — peut jouer un rôle actif et apporter des compétences techniques spécialisées dans des disciplines essentielles et des axes de travail clés de ce comité, et se placer ainsi comme chef de file mondial dans les débats sur la sécurité alimentaire et comme partenaire majeur du développement rural, en mettant tout particulièrement l'accent sur le travail stratégique relatif au financement de la sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires. Cette contribution donne également l'occasion au FIDA de définir et de proposer des solutions de fond novatrices et viables aux problèmes qui se posent dans le domaine de l'agriculture paysanne et du développement rural. Grâce à sa mobilisation, le FIDA peut influencer le programme d'action mondial en adoptant et en mettant en œuvre les produits stratégiques du CSA dans le cadre de son propre programme de prêts, conformément aux directives et aux recommandations du CSA et en accord avec les résultats en matière de développement.
4. Depuis 2011, le FIDA fournit des ressources financières, stratégiques, techniques et humaines au CSA, en assurant des liens avec les politiques du FIDA (par exemple, celles sur le ciblage, le genre et la collaboration avec les peuples autochtones) ainsi qu'avec son programme de prêts et dons. Par exemple, les organismes ayant leur siège à Rome et ONU-Femmes s'emploient activement à promouvoir et soutenir la mise en œuvre des Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition en proposant une série de solutions novatrices, un

travail de collaboration et d'assistance technique visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment dans le cadre du Programme conjoint d'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales.

5. Le programme proposé est conforme à la finalité et aux objectifs de la Politique du FIDA sur les dons ordinaires de 2021¹ (et contribue précisément à son objectif stratégique n° 2), au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, et à la Treizième reconstitution des ressources du FIDA. Il permet de tirer parti des travaux d'autres partenaires — tels que les organismes ayant leur siège à Rome, les États membres, les organisations de la société civile et le secteur privé —, que le FIDA pourra compléter à l'aide de ses propres compétences techniques spécialisées en matière de petites exploitations agricoles.
6. Le récipiendaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a été retenu par sélection directe pour accueillir le CSA dans ses locaux. La sélection directe a été approuvée par un mémorandum de décision signé par le Président du FIDA le 9 juillet 2025.

II. Le programme proposé

7. L'objectif général du programme est de contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 et des objectifs de développement durable — en particulier, éliminer la faim et la malnutrition — grâce à un processus participatif et inclusif d'élaboration de politiques en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
8. L'objectif est que le FIDA tire parti de sa participation au CSA pour, d'une part, continuer à faciliter la coopération internationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et, d'autre part, renforcer l'action menée à l'échelle nationale et régionale en faveur d'une transformation inclusive et durable des systèmes alimentaires. Globalement, d'un point de vue financier et technique, l'appui au CSA renforcera la visibilité des activités du FIDA dans les pays et la collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome.
9. Le groupe cible du FIDA se compose des populations rurales en proie à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire dans les pays en développement. Il s'agit souvent des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, à savoir celles qui risquent le plus de voir leur accès aux biens et aux perspectives d'emploi limité parce qu'elles sont socialement exclues ou marginalisées (notamment les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des situations de fragilité). Compte tenu du mandat et de la structure multipartite du CSA, le présent don bénéficiera au groupe cible du FIDA en promouvant la participation de ce groupe à l'élaboration et à l'adoption de politiques par l'entremise du CSA, en facilitant l'application de directives et de politiques dans le cadre du programme de prêts et dons du FIDA, et en garantissant la prise en compte de domaines thématiques intéressant le groupe cible dans le programme de travail pluriannuel du CSA pour la période 2024-2027.
10. Le programme, dont l'exécution s'étalera sur trois ans, comprendra les composantes suivantes:
 - i) Secrétariat du CSA: le FIDA contribue au fonctionnement et aux activités du Secrétariat.
 - ii) Sessions plénières du CSA: visibilité accrue auprès des principales parties prenantes, notamment les États membres, les organisations de la société civile, les peuples autochtones et le secteur privé.

¹ Voir le document EB 2021/132/R.3.

- iii) Axes de travail thématiques: reconnaissance accrue des activités du FIDA dans le domaine du développement rural, à la faveur de compétences techniques spécialisées proposées dans des domaines relevant du mandat du Fonds.
 - iv) Bureau et Groupe consultatif du CSA: possibilités pour le FIDA d'orienter la stratégie du CSA et de promouvoir la transformation du monde rural.
11. À cette fin, le FIDA mettra à profit les enseignements tirés de la mise en œuvre des dons précédemment accordés à l'appui du Secrétariat du CSA, ce qui garantira la participation du personnel technique aux processus de convergence stratégiques, encouragera l'utilisation des produits stratégiques du CSA dans la conception des projets et programmes du FIDA, et favorisera leur adoption au niveau national en fonction de la demande. Ces enseignements et les réalisations connexes du FIDA seront partagés chaque année dans le cadre de l'établissement des rapports du Bureau et du Groupe consultatif du CSA, un processus auquel le Fonds et les autres organismes et parties prenantes des Nations Unies sont invités à participer.

III. Effets directs et produits escomptés

12. Les effets directs et produits escomptés du programme sont les suivants:
- i) Intégration des priorités du FIDA dans les axes de travail du CSA;
 - ii) Meilleure reconnaissance politique du rôle joué par le FIDA dans les axes de travail du CSA et de sa contribution à ces axes, comme le veut sa mission;
 - iii) Adoption de produits stratégiques clés qui peuvent être utilisés et apporter une valeur ajoutée dans le cadre des opérations du FIDA;
 - iv) Visibilité accrue du FIDA auprès des parties prenantes du CSA, notamment les États membres.

IV. Modalités d'exécution

13. Le récipiendaire du don, la FAO, signera un accord de contribution avec le FIDA aux fins de l'exécution du programme. Il agira en qualité d'unique contrepartie du FIDA et assumera toutes les responsabilités contractuelles et opérationnelles définies dans l'accord de contribution. La chargée ou le chargé de programme sera le premier point de contact du FIDA pour toutes les questions de coordination, de planification et d'administration.
14. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard du FIDA.

V. Coût et financement indicatifs du programme

15. La contribution totale du FIDA pour la période de trois ans est de 1 500 000 USD. Outre cette contribution en espèces et sous réserve de la disponibilité de ses ressources et de ses politiques internes, le FIDA continuera de détacher un membre du personnel de classe P-5 auprès du Secrétariat du CSA au titre d'un « prêt de service », conformément à sa politique en matière de ressources humaines, au Règlement du personnel et aux Procédures d'application en matière de ressources humaines, susceptibles d'être modifiés périodiquement.
16. La FAO contribuera à hauteur 2 025 000 USD sous forme monétaire pour la même période, correspondant entre autres au détachement d'un membre du personnel de classe P-5, tandis que le Programme alimentaire mondial (PAM) contribuera à hauteur de 1 475 000 USD sous forme monétaire et en nature, ce qui couvrira le détachement d'un membre du personnel de classe P-5 et, en partie, un contrat de niveau P-3 en 2025.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement de la FAO (en espèces)^a</i>	<i>Cofinancement du PAM (en espèces ou en nature)^a</i>	<i>Total</i>
1. Session plénière annuelle du CSA: gestion d'événements, traduction et interprétation	585 264	600 000	400 000	1 585 264
2. Communication et sensibilisation	361 980	150 000	50 000	561 980
3. Exécution du programme de travail pluriannuel et des trois principales fonctions du CSA: plateforme, convergence et cohérence des stratégies, participation	552 756	1 275 000	1 025 000	2 852 756
Total	1 500 000^b	2 025 000	1 475 000	5 000 000

^a Estimation des chiffres pour les contributions 2025–2027 de la FAO et du PAM.

^b Voir le paragraphe 15 pour les détails concernant l'éventuelle contribution additionnelle en nature du FIDA.

Tableau 2.
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
1. Salaires, traitements et indemnités	259 656
2. Services de consultants	231 030
3. Frais de voyage et indemnités	181 980
4. Ateliers et formation	585 264
5. Biens, services et intrants	60 512
6. Dépenses de fonctionnement	181 558
Total	1 500 000

VI. Recommandation

17. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie sa contribution 2025-2027 au Comité de la sécurité alimentaire mondiale, accordera un don de un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour un programme d'une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute to the achievement of the SDGs and the 2030 Agenda, in particular ending hunger and malnutrition, through a participatory and inclusive process of policy development for food security and nutrition.		Reports on stakeholder participation in CFS plenaries, Advisory Group and Bureau meetings and workstream discussions/negotiations	<ul style="list-style-type: none"> Stakeholders high and continued interest in being engaged in the development of policy products related to food systems and nutrition. Member States and International Development Agencies willingness to promote the use and implement CFS policy products on the ground
Objectives	IFAD to leverage its role in the CFS to foster international cooperation and strengthen actions for sustainable food systems transformation at national/regional levels.	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries/entities adopting/incorporating CFS policy products/recommendations in their regional/national strategies Policies are adopted and implemented at regional and national levels also through IFAD Programme of Loans and Grants Number of stakeholders engaged in policy development processes 	<ul style="list-style-type: none"> Monitoring reports of CFS policy adoption/uptake and national policy analyses Report from IFAD country teams on use of CFS policy products on the ground 	High commitment and sense of ownership from relevant international institutions, as well as other CFS stakeholders, to engage in the process.
Outcomes/ outputs	1. Integration of IFAD priorities in CFS workstreams	<ul style="list-style-type: none"> IFAD actively contributes technical inputs to at least one CFS MYPoW workstreams per year as aligned with its expertise 	<ul style="list-style-type: none"> Periodic reporting via email, updates and blogs IFAD technical staff participation to CFS workstreams 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of IFAD technical staff to provide support to the relevant CFS workstreams Availability of Senior Management to represent IFAD in CFS events/plenaries Proactive engagement and interest of technical staff and their managers to use and take advantage of CFS policy products for the design of projects and programmes, on a demand driven basis
	2. Increased political recognition of IFAD's role in and contribution to CFS workstreams, as relevant to IFAD's mandate.	<ul style="list-style-type: none"> Senior IFAD representatives participate in high-level CFS meetings and receive formal acknowledgments in CFS resolutions or conclusions 	<ul style="list-style-type: none"> CFS Plenary reports and Bureau and Advisory Group Summaries, ad hoc event summaries 	Buy-in from IFAD leadership to showcase IFAD's value added to the CFS processes

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<ul style="list-style-type: none"> Number of policies developed with IFAD's support Number of plenaries session in which IFAD's support is recognized 	<ul style="list-style-type: none"> Participation of IFAD technical staff in the preparation of policies 	
3. Adoption of key policy products that can be utilized in, and add value to, IFAD's operations.	<ul style="list-style-type: none"> Number of policy products adopted which included IFAD's technical contribution and that are relevant for IFAD's operations IFAD staff and partners are trained on utilizing CFS policy tools to enhance project design and implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> Intranet communications and webinar organizations Reports from IFAD regional/national staff on use of CFS policy products Reports post negotiations of policy products Tracking of participation of IFAD technical staff in policy products development and negotiations 	Member States, government counterparts, CSOs, donors, IFIs, and agriculture organizations have time to participate in the development of policy products and have the buy-in to support and promote implementation of adopted CFS policy products
4. Enhanced IFAD Visibility amongst CFS Stakeholders.	<ul style="list-style-type: none"> IFAD co-hosts or leads at least one side event at the CFS plenary session, engaging Member States, private sector, and civil society Number of events with IFAD's presence as related to the CFS/in CFS plenaries 	<ul style="list-style-type: none"> CFS Plenary reports Partnership/collaboration opportunities established between IFAD and CFS stakeholders 	Buy-in from IFAD leadership to showcase IFAD's value added to the CFS processes
Key activities by component	1. IFAD support to the functioning of the CFS Secretariat	Technical and financial contribution provided to the CFS Secretariat	Financial and Narrative reports from the CFS Secretariat as related to the grant contribution
	2. Support to the CFS Plenary to enhance the visibility of relevant food security and nutrition issues amongst key stakeholders including Member State, CSOs, indigenous peoples and the private sector.	<ul style="list-style-type: none"> Type of support provided to the CFS Plenary Number of events organized/co-organized by IFAD during the CFS Plenary 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD flash report following CFS Plenaries CFS Plenaries reports
	3. Support to the thematic workstreams and technical task teams for the development of policy products, contributing to the recognition of IFAD's work in rural development.	Number of workstreams supported by IFAD technical staff	Reports on workstream discussions participation

Objectives hierarchy		Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	4. Contribute to the definition of the strategic direction of the CFS through its Bureau & Advisory Group for the promotion of rural transformation.	Participation to the CFS Bureau and Advisory Group meetings	Reports from the Bureau and Advisory Group meetings	Commitment by IFAD staff and leadership to contribute to the strategic direction of the CFS Bureau and Advisory Group